

Burundi : dix ânes financés par la France courroucent le pouvoir

Europe1, 28 mai 2018 Le ministre burundais de l'Agriculture a ordonné dimanche la mise en quarantaine de dix ânes introduits dans une commune du centre du pays grâce à un financement de l'ambassade de France, après une polémique menée par des personnalités proches du pouvoir.

Le projet d'introduction des ânes dans un village a été violemment critiqué par des figures proches du pouvoir qui ont qualifié ce don d'"insulte à la nation", sur fond de critiques de Paris de la situation politique au Burundi. Achetés en Tanzanie, les ânes avaient été mis à la disposition des habitants d'un village de la province de Gitega, dans le cadre d'un projet d'une ONG locale pour aider femmes et enfants à transporter les produits agricoles, l'eau ou le bois de chauffe. "Insulte à la nation". Le projet a été violemment critiqué ces derniers jours par des figures proches du pouvoir qui ont qualifié ce don d'"ânes d'"insulte à la nation", rappelant que cette espèce, qui n'est pas indigène du Burundi, symbolise dans la langue française l'ignorance et la bêtise. Dimanche, le ministre Dô Guide Rurema a demandé à un administrateur local de "faciliter le retrait immédiat de tous les ânes qui ont été distribués (...) sans respecter les procédures techniques de distribution d'animaux exotiques", et exigé qu'ils soient acheminés dans un centre de quarantaine. "Toutes les procédures ont été respectées". Jeudi, jour de l'inauguration du projet, l'ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, s'était félicité sur Twitter de "l'introduction de la Land Cruiser du règne animal au Burundi". En réponse à la polémique, l'ambassadeur avait ensuite assuré sur Twitter qu'"sa connaissance, toutes les procédures ont été respectées". Réforme constitutionnelle. "L'ambassade de France est en train de payer le cent communiqué sur le référendum au Burundi et la visite de Kagame en France, notamment", a analysé un diplomate européen, sous couvert d'anonymat. Le diplomate fait référence aux critiques émises par la France contre le référendum controversé du 17 mai, qui a vu l'approbation d'une réforme constitutionnelle laissant la possibilité au président Pierre Nkurunziza de rester en poste jusqu'en 2034. Il évoque aussi la récente visite en France de Paul Kagame, président du Rwanda voisin, qui entretient des relations tendues avec le Burundi. "Politisation outrance d'un simple micro-projet". "Cette politisation outrance d'un simple micro-projet est une catastrophe pour les paysans qui allaient en bénéficier, et pour l'ONG qui a initié ce projet et qui visait à terme l'introduction d'un millier de bêtes dans la région", a regretté le diplomate européen. Un projet similaire dans la province de Ruyigi, dans l'est du pays, financé, lui, par la coopération belge depuis plus d'une année, n'a jusqu'ici rencontré aucun problème. Crise politique. Le Burundi est plongé dans une grave crise politique depuis l'annonce de la candidature controversée de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, en avril 2015. Le régime burundais est accusé de graves violations des droits de l'homme et est de plus en plus isolé sur la scène internationale.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});